



Début 2014, la production d'aliments composés reste orientée à la baisse

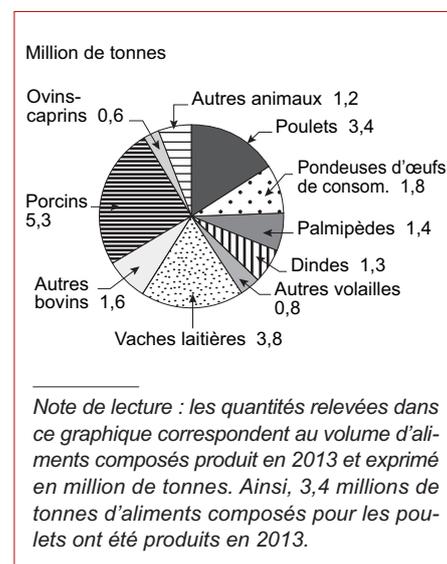
La production nationale d'aliments composés pour les animaux de ferme devrait reculer en 2014 malgré la forte demande en aliments concentrés pour les vaches laitières sur les cinq premiers mois de l'année. Cette forte demande s'inscrit dans un contexte de prix élevé du lait et de sous-réalisation des quotas laitiers incitant les éleveurs à poursuivre l'intensification de la production laitière. De plus, avec la perspective de sortie des quotas en avril 2015, les effectifs de vaches laitières ont arrêté de baisser en 2013 pour la première fois en cinq ans. À l'inverse, la fabrication industrielle d'aliments pour les porcins et les ovins-caprins reste orientée à la baisse dans le sillage des productions animales correspondantes. La production d'aliments pour poulets, dont la hausse limitait le repli des aliments pour volailles entre 2010 et 2013, recule également en 2014 suite notamment aux difficultés rencontrées sur le marché du poulet grand export.

L'alimentation des animaux de ferme comprend des fourrages grossiers (fourrages annuels et prairies) et des aliments concentrés (céréales, tourteaux, ...). Plus de la moitié de l'alimentation concentrée est incorporée dans les aliments composés produits par les fabricants d'aliments du bétail, le reste étant directement fourni aux animaux à la ferme à partir de matières premières achetées ou produites sur place.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2014, la production d'aliments composés en France métropolitaine pour les animaux de ferme a diminué sur un an de 1,4 %, la forte demande en aliments concentrés industriels pour les vaches laitières (+ 6 %) ayant atténué la baisse marquée de la fabrication d'aliments à destination des poulets (- 7 %) et des porcs à l'engrais (- 6 %).

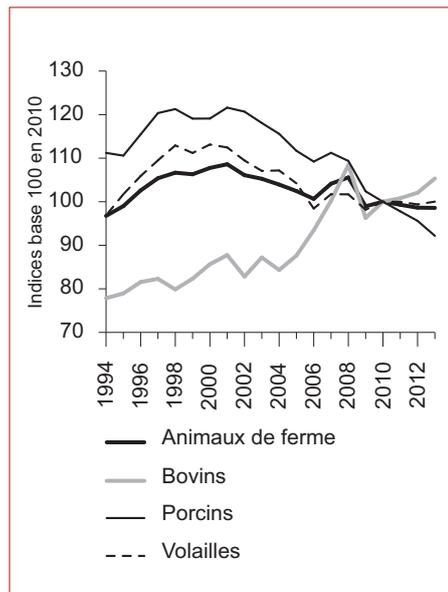
Depuis le niveau record de 23,3 millions de tonnes atteint en 2001, la production d'aliments composés est globalement orientée à la baisse (- 0,5 % par an en moyenne), conséquence notamment du recul des productions animales de dindes et de porcins et de la réduction des indices de consommation en lien avec les progrès dans la conduite d'élevage. En 2007 et 2008, elle a néanmoins connu un net sursaut dans un contexte marqué par le dynamisme de la collecte laitière, la flambée des prix des céréales, l'épizootie de la fièvre catarrhale ovine et l'éradication de l'épidémie d'influenza aviaire. Après le repli sensible de 2009 marquant un retour à la normale, la production d'aliments composés a diminué très légèrement. En 2013, elle s'est maintenue à 21,1 millions de tonnes avec, pour la

En 2013, les aliments bovins dépassent les aliments porcins pour la 1^{re} année



première année, un volume d'aliments bovins supérieur au volume d'aliments porcins, qui s'explique en partie par le dynamisme de la collecte de lait qui a renforcé la demande en aliments concentrés pour les vaches laitières.

De 2010 à 2013, la hausse des ventes d'aliments pour les bovins compense la baisse de celles pour les porcins



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

Depuis 2010, la hausse des aliments pour bovins compense la baisse des aliments pour porcins

La situation est néanmoins contrastée selon les espèces. Pour les volailles, à la forte baisse enregistrée entre 2000 et 2006 (-2,6 % par an), en lien avec la baisse de la production ponctuée en 2006 par la crise de l'influenza aviaire, a suivi une période de quasi-stabilité (+0,2 % par an entre 2006 et 2013). En effet, depuis 2007, la forte baisse enregistrée pour les aliments dindes (-5 % par an) est contrebalancée par la reprise des aliments poulets (+2,0 %). Pour les porcins, la production d'aliments est fortement orientée à la baisse (-2,1 % par an entre 2001 et 2013) dans le sillage de la production porcine. Quant aux ruminants, la fabrication industrielle d'aliments augmente sensiblement pour les bovins à compter de 2005 sous l'effet conjugué d'une demande croissante des vaches laitières de 2006 à 2013 et de besoins importants pour les autres bovins de 2005 à 2008 ainsi qu'en 2013. À noter qu'entre 2010 et 2013, la moitié de la croissance des ventes d'aliments composés pour bovins est issue de la croissance des aliments mash (*voir rubrique source et définitions*). Cet ali-

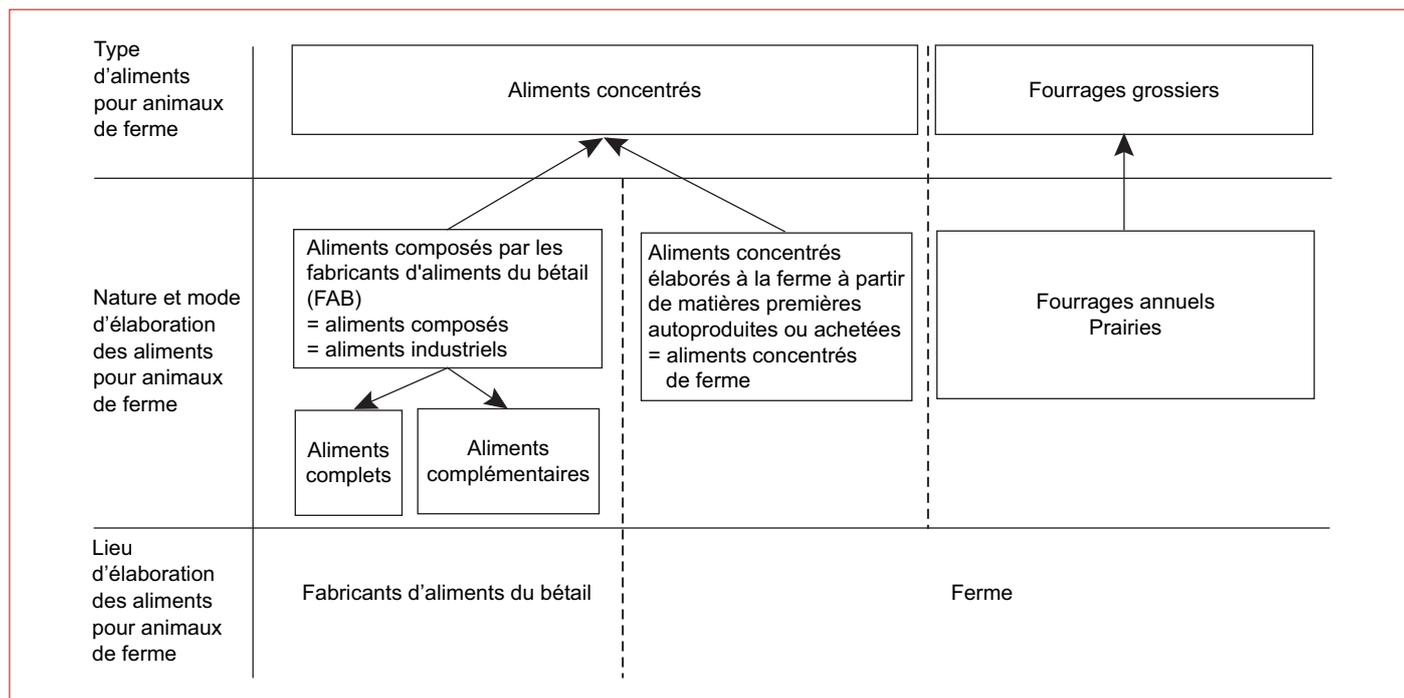
ment, qui se définit comme un mélange complexe de matières premières en l'état, est destiné aux animaux à forte capacité d'ingestion. Le mash, qui a d'abord été une réponse au déficit de confiance envers le secteur de l'alimentation animale qu'ont traversé les éleveurs au moment de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), s'est fortement développé ces dernières années, notamment en cas de période sèche pour pallier un déficit fourrager. Le volume de leurs ventes a ainsi progressé de 10 % par an entre 2009 et 2013 et représente près de 15 % des ventes d'aliments pour bovins en 2013.

Les aliments pour poulets, qui limitaient la baisse des aliments pour volailles entre 2010 et 2013, reculent également en 2014

En raison de la forte intégration de la filière avicole, l'aliment acheté ou produit à la ferme a une importance réduite : alimentation composée et production suivent quasiment les mêmes évolutions en particulier pour la volaille de chair.

Pour la dinde, les ventes d'aliments suivent fidèlement la baisse de la

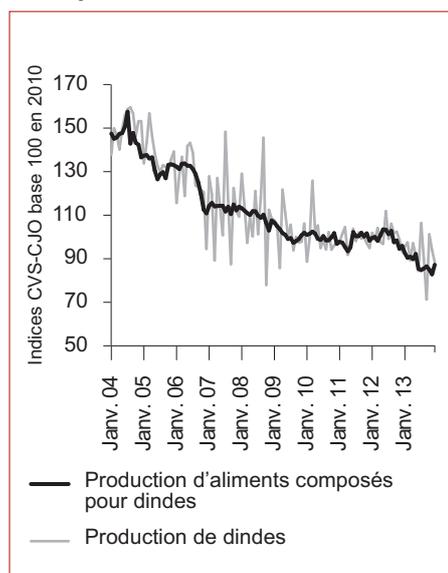
Lieu d'élaboration des différents types d'aliments pour animaux de ferme



production, les utilisations directes d'aliments concentrés à la ferme étant quasi nulles et le type de production ayant peu évolué.

Pour le poulet, la hausse de la production est amortie par rapport à celle des animaux, entamée après la crise de l'influenza aviaire. C'est sans doute

Baisse conjointe de l'alimentation et de la production de dindes



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

essentiellement en lien avec un indice de consommation (IC) qui s'est réduit ces dernières années suite aux progrès réalisés en conduite d'élevage (sélection des souches, alimentation, ...). L'indice de consommation global pour les poulets a d'autant plus diminué que la part des poulets labels, d'indice plus important (IC de 3,15 en 2013 - Source Institut Technique de l'Aviculture) s'est réduite entre 2006 et 2013 au profit du poulet standard (IC d'1,8, y compris poulet export).

Entre 2004 et 2013, la quantité d'aliments composés par tonne de palmipède – canard et oie – produit augmente régulièrement contrairement à ce qui se passe pour le poulet : le développement des palmipèdes gras, qui ont un indice de consommation beaucoup plus élevé que les palmipèdes à rôtir, s'étant fortement ralenti depuis 2003, il semble que la raison principale soit que le taux de pénétration des aliments industriels ait progressé entre 2004 et 2013.

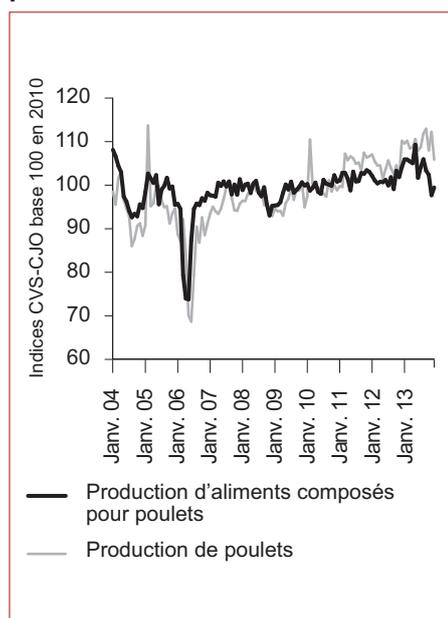
En 2014, la fabrication industrielle d'aliments pour volailles de chair devrait diminuer sensiblement car les ventes d'aliments poulets sont en train de reculer suite notamment aux difficultés rencontrées sur le marché du poulet

grand export (*La production de volailles est en baisse au 1^{er} trimestre, Aviculture, n° 6/11, juin 2014*). En cumul de janvier à mai, les ventes d'aliments pour volaille reculent de 2,6 % par rapport à 2013 sous l'effet de la baisse de 7 % des ventes d'aliments pour poulets.

Hausse sensible de l'alimentation composée des poules pondeuses d'œufs de consommation

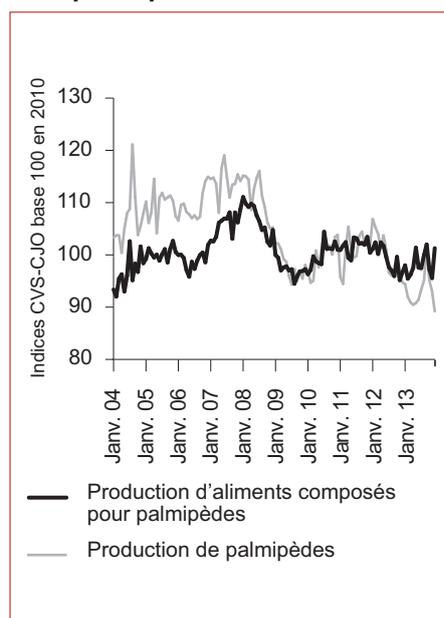
La production française d'œufs de consommation est estimée à partir d'un modèle de prévision basé sur l'estimation du nombre de pondeuses en activité auxquelles sont appliquées un profil et une durée de ponte aussi proches que possible de la réalité. En 2011, l'effectif en ponte de poules pondeuses d'œufs de consommation se serait replié de 10 % en 2011 puis encore de près de 3 % en 2012 avant de rebondir de 22 % en 2013. Les baisses successives des années 2011 et 2012 s'expliquent en grande partie par la nécessité pour les élevages de se mettre en conformité avec la directive européenne de mise aux normes des cages de poules pondeuses à compter du 1^{er} janvier 2012 (*Chute du cours français de l'œuf en 2013 liée à une surproduction en France et*

La production d'aliments pour poulets s'oriente à la baisse fin 2013



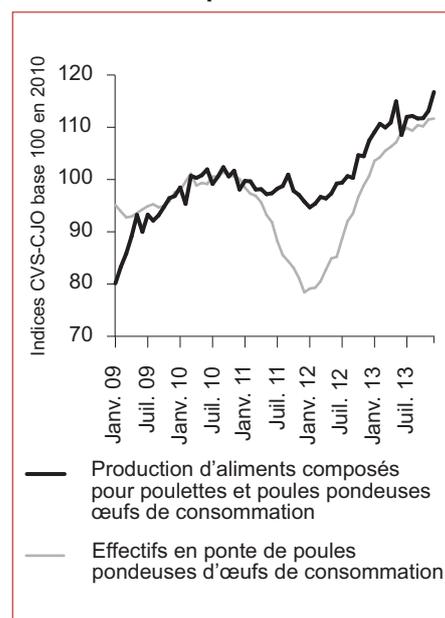
Sources : Coop de France-Snia, Agreste

Les ventes d'aliments composés pour palmipèdes reculent moins vite que la production



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

Entre 2010 et 2013, + 12 % pour l'alimentation composée contre + 8 % pour les effectifs de pondeuses



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

dans l'Union européenne, *Aviculture*, n° 2013/223, octobre 2013). Sur cette période, la production d'aliments pour poules pondeuses d'œufs de consommation, a enregistré des évolutions annuelles moins marquées notamment en 2011 et 2013. Néanmoins, si l'on compare 2013 à 2010, la production d'aliments composés et le nombre de poules en ponte progressent dans des proportions équivalentes.

En 2014, la production d'aliments composés est stable sur les cinq premiers mois par rapport à 2013, bien que les effectifs de pondeuses soient encore orientés à la hausse au 1^{er} semestre.

Le recul de l'alimentation composée pour porcins se poursuit

À l'exception d'une reprise pendant la flambée des cours des matières premières de 2007-2008, contexte ayant favorisé un plus grand recours ponctuel aux achats d'aliments composés au détriment de la fabrication d'aliments à la ferme (*Production d'aliments composés en baisse en 2009, sauf pour le poulet, Moyens de production*, n° 2010/107, mars 2010), la production d'aliments composés pour porcins recule tendanciellement depuis 2004, - 2,4 % par an entre 2004

et 2013. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette baisse : développement de la fabrication d'aliments à la ferme à partir de matières produites ou achetées, progrès en zootechnie et baisse de la production porcine depuis 2011.

Interrompue en 2007-2008, la tendance au développement de la fabrication à la ferme a repris depuis. Pour l'engraissement des porcs, le volume des aliments complémentaires, destiné aux élevages produisant leurs aliments pour porcs charcutiers, a progressé en moyenne de 6 % par an entre 2009 et 2013 tandis que, dans le même temps, celui des aliments complets a diminué de 4 %. La part des aliments complémentaires au sein des fabrications d'aliments composés pour porcs à l'engrais est passée ainsi de 11 % à 16 % entre 2009 et 2013.

Autre facteur à l'origine de la baisse sensible enregistrée par le secteur porcine ces dernières années : les progrès en zootechnie, notamment la diminution de la quantité d'aliments nécessaires à la production de viande avec le développement de l'alimentation « multiphase », qui consiste à distribuer des aliments différents à chaque stade de croissance du porc, adaptés à ses besoins du moment, les transitions entre deux aliments se faisant progressivement. Cette pratique, qui repose sur un suivi précis de l'élevage au quotidien, concourt à une optimisation des consommations d'aliments et donc à une réduction de la production d'aliments composés.

De plus, après une période de stabilité entre 2004 et 2010, la production porcine diminue depuis 2011, - 1,5 % par an. En 2014, la production porcine française se replierait de 3,1 % en France (*En France, la production porcine serait en baisse en 2014, Animaux de boucherie*, n° 1/2, avril 2014).

Le recul de la demande d'aliments composés pour porcins devrait donc se poursuivre en 2014 malgré l'incertitude qui pèse sur le marché mondial suite à la fermeture du marché russe pour les viandes porcines européennes depuis fin janvier et à l'épizootie de diarrhée épidémique porcine qui sévit aux États-Unis et au Canada. Sur

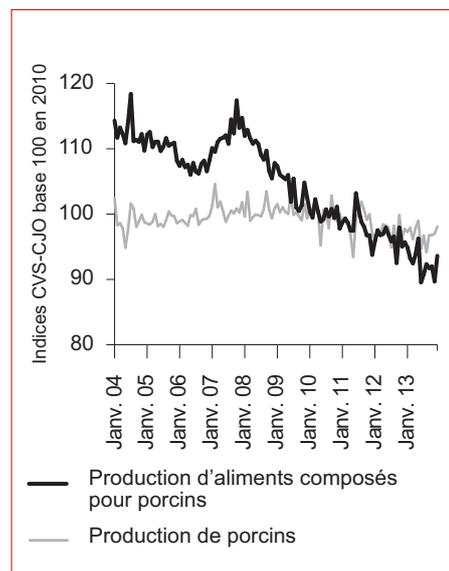
les cinq premiers mois de l'année 2014, elle diminue de 4,4 % par rapport à 2013.

L'alimentation des vaches laitières toujours orientée à la hausse

Depuis 2005, la production d'aliments composés pour vaches laitières est sensiblement orientée à la hausse (+ 3,5 % par an en moyenne) quand dans le même temps la collecte a progressé dans une moindre mesure (+ 0,7 % par an). Cette hausse plus dynamique des aliments s'explique par l'intensification progressive de la production de lait, le cheptel des vaches laitières ayant diminué sur cette période. En dehors des épisodes de sécheresse, le volume de fourrage grossier consommé par une vache laitière étant relativement stable, la hausse de la quantité produite de lait par vache a été soutenue intégralement par l'augmentation des quantités d'aliments concentrés dans leur alimentation.

Au cours de la dernière décennie, deux épisodes se distinguent : la campagne 2007/2008 et l'année 2011. Sur la campagne laitière 2007/2008, la demande d'aliments composés a fortement augmenté pour maximiser la production de lait. Pour bénéficier du prix élevé du lait, les éleveurs ont reporté les réformes de vaches laitières et augmenté les rations d'aliments concentrés de leurs animaux en production. Il est également probable que la flambée des prix des matières premières ait accentué ce phénomène en favorisant l'intérêt économique des aliments composés. Quant à l'année 2011, elle a compté parmi les années les plus sèches que la France ait connues au cours des cinquante dernières années à la faveur d'un printemps exceptionnellement sec (le plus sec depuis au moins 1959). Par conséquent, après un creux en avril lié à la mise à l'herbe précoce, la production d'aliments composés pour les vaches laitières a augmenté fortement en mai et juin pour répondre à un besoin accru de complémentarité de l'alimentation en raison du manque d'herbe causé par la sécheresse. À partir de juillet, la demande a de nouveau reculé suite à la reprise de la pousse d'herbe après

Baisse continue de la production porcine depuis fin 2007



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

la sécheresse printanière mais également à la baisse d'effectifs due à l'accélération des abattages et des ventes d'animaux.

Depuis la fin de l'année 2013, dans un contexte de sous-réalisation des quotas laitiers et de conjoncture de prix favorables (*Une fin de campagne laitière 2013/2014 dynamique, Lait, n° 3/12, avril 2014*), la collecte de lait de vache augmente sensiblement, toujours soutenu par un recours accru à l'alimentation composée. À moyen terme, la production d'aliments composés devrait continuer d'augmenter dans la perspective de sortie des quotas laitiers en avril 2015, le cheptel de vaches laitières n'ayant pas baissé en mai 2013, pour la première fois depuis 5 ans.

Rebond en 2013 de la production d'aliments pour autres bovins

De 2004 à l'été 2009, la production de bovins et la demande en aliments ont évolué différemment : de 2004 à 2008, la production totale bovine française a diminué de 1,5 % par an.

Cette baisse moyenne sur la période s'est accentuée au cours de la campagne de commercialisation 2007/2008 en raison de l'extension de la fièvre catarrhale ovine (FCO) à l'ensemble du territoire réduisant de fait les sorties de bovins. Dans le même temps, la production d'aliments composés a sensiblement augmenté, en particulier en 2005 suite à l'épisode de sécheresse et de l'été 2007 au printemps 2008 en raison d'un supplément d'animaux à nourrir à la ferme pour cause de FCO. Une fois levées les restrictions de mouvements imposés par les règles européennes de protection sanitaire contre la FCO, la production bovine s'est nettement redressée (+ 4 % par an en 2009 et 2010) – hausse des abattages et développement de la demande à l'exportation de bovins vivants et de viande bovine – et la demande d'aliments s'est réduite suite à ces sorties plus nombreuses.

Entre l'été 2009 et l'été 2012, la demande en aliments composés a suivi globalement la même tendance que la production de bovins mais a été

particulièrement marquée par l'épisode de sécheresse de 2011 à l'instar de la demande en aliments composés des vaches laitières.

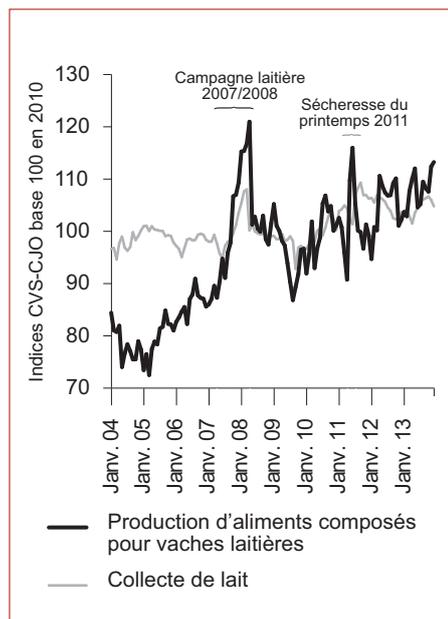
En 2013, la production bovine a poursuivi son recul entamé au 2nd semestre 2011 tandis que la production d'aliments s'est redressée (+ 3,3 %) compensant ainsi la moindre disponibilité d'herbe au 1^{er} semestre 2013. Ces tendances pour la production comme pour l'alimentation se prolongent sur les premiers mois de 2014.

Orientation à la baisse des aliments pour les ovins-caprins

Après avoir fortement baissé en 2008 et 2009 (- 9 % par an), en raison notamment de la FCO, la production d'ovins-caprins s'est légèrement redressée en 2010 puis plus fortement en 2011 en raison des abattages et ventes d'animaux anticipés suite à l'épisode de sécheresse. Elle est repartie à la baisse en 2012 et 2013 (- 5 % par an).

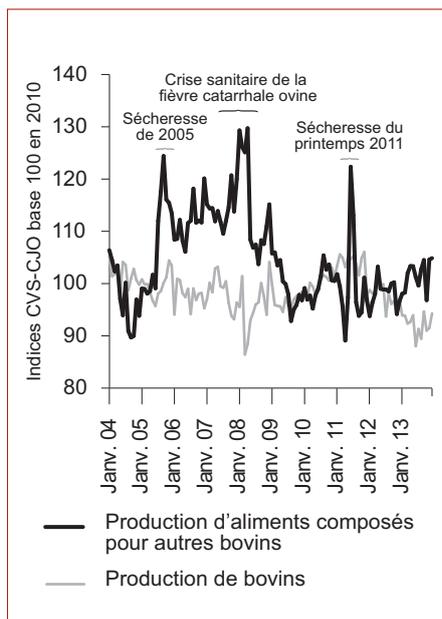
Entre 2004 et 2008, la production d'aliments pour ovins-caprins progressait

Intensification progressive de la production laitière



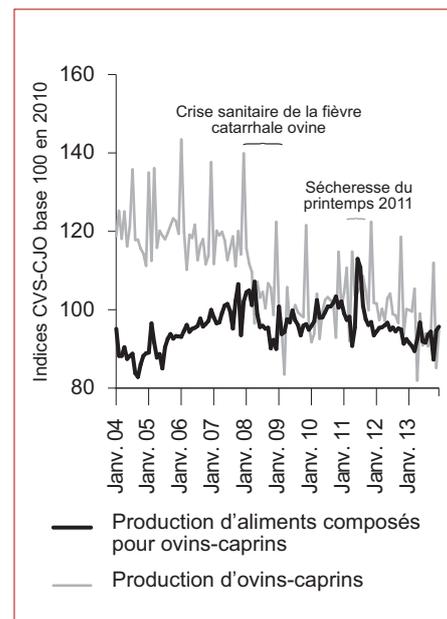
Sources : Coop de France-Snia, Agreste

La production d'aliments composés pour les bovins (hors vaches laitières) progresse en 2013 malgré la baisse de la production bovine



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

Depuis 2009, l'alimentation et la production d'ovins-caprins évoluent de concert



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

tandis que la production animale était orientée à la baisse, reflétant ainsi l'intensification de l'élevage (le cheptel à viande diminue sur la période alors que celui laitier, plus intensif, se maintient) et un recours réduit aux aliments de ferme. À partir de 2009, elles évoluent

à l'identique, exception faite des pics de production liés au positionnement différent chaque année dans le calendrier de la fête de l'Aïd el Kebir et de la fête de Pâques. En 2011, à l'instar des autres herbivores, la demande en aliments composés des ovins-caprins

a été particulièrement impactée par l'épisode de sécheresse qui a sévi en France. Depuis, elle est orientée à la baisse, tendance qui se confirme sur les premiers mois de 2014.

La demande en aliments composés semble peu élastique aux envolées de prix des matières premières

Les prix d'achats des aliments composés suivent en les amortissant les cours des matières premières. On pourrait donc s'attendre à ce qu'en période de forte hausse du cours des matières premières (céréales notamment), la demande d'aliments composés s'accroisse pour les espèces pour lesquelles la part de fabrication à la ferme est significative. En effet, il est alors relativement plus avantageux d'acheter des aliments composés pour nourrir ses animaux que de fabriquer son propre aliment à partir de matières premières disponibles sur le marché ou produites sur l'exploitation (ces dernières devenant plus intéressantes à vendre sur le marché).

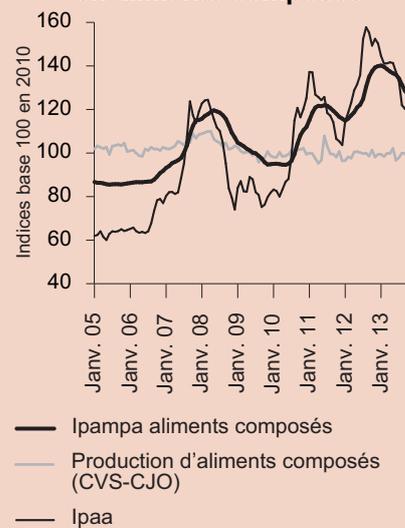
L'analyse conjointe des évolutions de l'lpaa (qui mesure le cours des matières premières entrant dans l'alimentation animale) et de l'indice de production d'aliments composés ne permet toutefois pas de mettre en évidence une forte sensibilité de la production d'aliments composés au cours des matières premières. Sur la période 2004-2013, marquée par trois flambées du cours des matières premières, ce phénomène n'est

significatif que sur la flambée de 2007-2008.

Ainsi en 2007-2008, le volume d'aliments composés utilisés par quantité de production animale produite a fortement augmenté pour les vaches laitières, les autres bovins et les porcins, une partie de cette évolution pouvant toutefois s'expliquer par d'autres facteurs. Concernant les vaches laitières, en plus de la flambée du prix des céréales, le contexte était marqué par le prix élevé du lait justifiant économiquement un recours accru aux aliments concentrés pour maximiser la production de lait. Pour les autres bovins, les difficultés de sortie des animaux en raison de la crise sanitaire de la fièvre catarrhale ovine, notamment les exportations de broutards et de jeunes bovins, ont renforcé la demande, l'engraissement à la ferme de ces animaux nécessitant plus de concentrés. Seule la production porcine n'a pas de connu d'évènement particulier sur la période susceptible d'expliquer la hausse du nombre de kg d'aliment composé par kg de viande produite, tout du moins en partie.

Lors des deux flambées suivantes, 2010-2011 et 2012, aucune évolution significative de la fabrication industrielle d'aliments n'a été constatée à l'exception de la période impactée par l'épisode de sécheresse du printemps 2011.

Pas d'impact visible des flambées du cours des matières premières 2010-2011 et 2012 sur la demande en aliments composés



Sources : Coop de France-Snia, Agreste

Organismes et abréviations

CVS-CJO : corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables

ESB : encéphalopathie spongiforme bovine

FCO : fièvre catarrhale ovine

IC : indice de consommation

lpaa : indice des prix des matières premières entrant dans l'alimentation animale

lpampa : indice des prix d'achats des moyens de production agricoles

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Production nationale d'aliments composés : Coop de France-nutrition animale - Syndicat National de l'Industrie de la nutrition Animale (Snia). On considère que le commerce extérieur est réduit à des flux transfrontaliers limités et donc que la consommation nationale est très proche de la production.
- Indice des prix des matières premières entrant dans l'alimentation animale (Ipa) : La dépêche/Le Petit Meunier
- Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) : Insee, Agreste
- Production des animaux de boucherie : production indigène contrôlée (Pic) en tonnes équivalent carcasse (Agreste)
- Production de volaille : production indigène totale (Pit) en tonnes équivalent carcasse (Agreste).
- Collecte de lait : enquête mensuelle laitière unifiée FranceAgriMer/SSP pour les données antérieures à 2014 puis nouvelle enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer pour les données 2014.

Définitions

- Mash : le mash est un aliment concentré destiné aux herbivores correspondant à un mélange de matières premières apparaissant telles quelles ou aplaties, n'ayant pas fait l'objet d'un broyage ou d'une granulation, et incorporant des fibres. La production totale de mash est incluse par convention dans la production d'aliments composés pour bovins, répartie entre les vaches laitières et les autres bovins au prorata de la production d'aliments composés pour ces deux espèces.

Méthodes

- Champ géographique : France métropolitaine
- Correction des variations saisonnières et des jours ouvrables : les indices mensuels de production d'aliments composés et de production animale sont corrigés des variations saisonnières (CVS) et des effets de jours ouvrables (CJO) pour rendre plus facilement interprétables les variations mensuelles de ces indices. L'estimation de ces effets a été menée avec le logiciel X12-Arima sous Demetra + (fourni par Eurostat).
- Production mensuelle nationale d'aliments composés : les chiffres mensuels de production nationale d'aliments composés ont été calculés en calant les données de l'enquête mensuelle auprès des entreprises produisant plus de 30 000 tonnes sur les données de l'enquête annuelle réalisée auprès de toutes les entreprises.

Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur l'alimentation animale sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

- dans la rubrique « Conjoncture - Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Moyens de production » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « L'alimentation animale, principale destination des productions végétales », Synthèses Moyens de production, mai 2013
- « Forte hausse des prix de l'alimentation animale entre 2010 et 2012 », Synthèses Moyens de production, novembre 2012
- « Production d'aliments composés en baisse en 2009, sauf pour le poulet », Synthèses Moyens de productions, mars 2010

Le Centre de documentation et d'information Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur : Brice Edan
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2014

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr